

Le plus diversifié des continents

par Jingjai Hanchanlash

L'Asie, en raccourci, c'est le continent le plus vaste et le plus diversifié, un tiers des terres de la planète et deux tiers de la population mondiale.

Le mot "Asie" lui-même ressortit beaucoup plus à une convention géographique qu'au souci rigoureux de décrire un territoire homogène. La population y est très inégalement répartie entre deux extrêmes: 850 millions d'habitants en République populaire de Chine et 2,3 millions à Singapour. Si nous y incluons l'Asie mineure, ce continent est le berceau de toutes les grandes religions universelles: bouddhisme, christianisme, hindouisme, islamisme, judaïsme et taoïsme. Il regroupe la plupart des types physiques de l'homme contemporain, et sa géographie et son écologie sont aussi variées que sa population.

Cette absence d'homogénéité géographique, ethnique, religieuse ou culturelle interdit toute généralisation sur les plans socio-économique ou politique. Du strict point de vue du développement, il est néanmoins possible de classer approximativement les pays asiatiques selon le produit national brut (PNB) par habitant. Au sommet de la pyramide, se situent les pays dont le PNB dépasse \$2 000 par habitant; à l'autre extrémité, ceux où ce PNB n'atteint pas \$200. Et malheureusement, beaucoup de pays se trouvent encore au bas de l'échelle!

En ce qui concerne les options de développement, les nations asiatiques appartiennent en général à trois catégories distinctes. Il y a la société industrielle de marché libre dont l'économie est axée sur la consommation. Le meilleur exemple en est le Japon. Avec son PNB de \$4 460 par tête, le pays du soleil levant est aujourd'hui en mesure de concurrencer bon nombre de pays industriels de l'Occident.

À l'opposé, il y a la société socialiste totalitaire, où l'État exerce son contrôle sur tous les moyens de production. C'est le cas de la République populaire de Chine, et ce régime se caractérise par la prédominance absolue de la politique et de l'idéologie. Le travail y devient une obligation envers la collectivité, et non plus une source de revenus personnels.

Entre ces deux extrêmes, on trouve les pays ayant adopté un style mixte de développement, comme la Thaïlande, qui favorise l'économie libérale, et le Sri Lanka, qui met davantage l'accent sur le progrès social.

La politique de développement de nombreux pays asiatiques, surtout ceux du dernier groupe, s'inspire le plus souvent du modèle occidental; aussi les dirigeants perdent-ils parfois de vue le fait que chacun doit avoir son propre type de développement, fondé non seulement sur les besoins économiques mais aussi sur les réalités sociales et culturelles.

Certes, un pays peut tirer parti de l'expérience d'un autre, sans pour autant forcément suivre ses brisées, même quand tous les deux sont situés dans la même région et partagent des modes analogues de développement. Car il n'existe pas deux pays tout à fait semblables. Par exemple, Singapour voit dans les constructions en hauteur la solution à son problème du logement. En revanche, la Thaïlande, dont la population urbaine n'atteint que 13 p. 100 (contre 100 p. 100 à Singapour), n'a nul besoin de se lancer dans un programme aussi ambitieux de construction en milieu citadin. Elle doit, au contraire, chercher à établir une bonne infrastructure dans les campagnes pour freiner "l'exode rural". Des études comparatives sur la région désignée sont donc indispensables pour permettre aux administrateurs de déterminer quoi retenir et adapter de l'expérience des pays voisins et quoi rejeter.

Bien entendu, la politique joue un grand rôle dans l'orientation du développement de chaque pays. Mais que le régime de gouvernement soit démocratique ou totalitaire, ou relève de quelque système intermédiaire, nous ne possédons encore aucune preuve convaincante que tel ou tel régime politique est en soi supérieur pour effectuer des réformes socio-économiques fondamentales.

Il ne s'agit pas, ce disant, de porter un jugement pessimiste sur les possibilités de développement des pays asiatiques, mais simplement de souligner qu'il n'existe pas de panacée politique applicable partout dans la région. À chaque pays de découvrir sa propre voie. Nous pouvons parler de l'expérience de la Thaïlande ou de celle de Singapour, mais absolument pas d'"expérience asiatique" comme telle — même si certains problèmes et

certaines démarches sont communs à la région tout entière.

En quête de stabilité politique et de prospérité économique, certains États asiatiques accordent, depuis quelques années, beaucoup d'intérêt à l'idée de regroupement régional. C'est notamment le cas dans l'Asie du Sud-Est, déjà riche d'une expérience de près de vingt ans de régionalisme.

C'est ainsi que la Thaïlande, les Philippines et la Malaysia créaient en 1961 l'Association du Sud-Est asiatique (ASA) dans le but d'établir des mécanismes de collaboration et de consultation économiques, socio-culturelles et techniques entre elles; mais la rupture des relations diplomatiques, survenue en 1963 entre les Philippines et la Malaysia à propos de prétentions antagonistes concernant le Sabah, devait paralyser l'ASA pendant quelques années. De même, la confédération de la Malaysia, des Philippines et de l'Indonésie — le Maphilindo —, constituée au mois d'août 1963, a dû fonctionner à deux, après le retrait



Photo: Neill McKee

Jingjai Hanchanlash est directeur du Bureau régional du CRDI pour l'Asie, à Singapour.

de la Malaysia. L'amélioration des relations entre celle-ci et les Philippines permettait néanmoins aux ministres des Affaires étrangères de l'ASA de se réunir à nouveau à Bangkok en 1966 et de décider le renforcement et l'élargissement de l'Association.

L'année suivante, les ministres des Affaires étrangères de la Thaïlande, de la Malaysia, des Philippines, de l'Indonésie et de Singapour se rencontraient en Thaïlande pour jeter les bases de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'ASEAN a démarré lentement, mais en 1976, à la première réunion au sommet tenue à Bali, on s'est appliqué sérieusement à accélérer le rythme, et cet effort s'est poursuivi à la seconde réunion au sommet de Kuala Lumpur, en août 1977.

S'il est généralement reconnu après dix années d'existence que l'ASEAN est parvenue à abolir les frontières psychologiques entre ses membres, elle n'a enregistré que de maigres progrès dans le secteur de la coopération économique, si l'on compare son bilan

à celui d'organisations semblables, la Communauté économique européenne par exemple. La comparaison est toutefois trompeuse et un peu courte, car l'ASEAN a été établie comme un moyen, parmi beaucoup d'autres, permettant de réaliser la stabilité politique nécessaire au développement économique dans une région affligée par les querelles et la pauvreté et menacée de domination étrangère. Des réunions ministérielles périodiques et des échanges de vues réguliers au sein de l'ASEAN ont, dans une certaine mesure, créé le sens d'un destin commun et amélioré les relations bilatérales entre les membres de l'Association. Seul l'avenir nous dira si l'ASEAN a réussi et ce qu'elle deviendra, et si elle peut servir d'exemple au reste de l'Asie.

De toutes façons, avec ou sans l'ASEAN, le problème capital dans la plupart des nations asiatiques, est l'élévation du niveau de vie dans les campagnes, non pas par quelques actions symboliques ou superficielles, mais par une transformation profonde de l'économie rurale.

Tandis que le PNB par habitant dans certains États asiatiques s'est accru de façon sensible au cours de la dernière décennie, les conditions de vie des paysans ne se sont guère améliorées et ont même empiré dans certaines régions. En outre, le développement économique du secteur urbain a abouti absurdement au déclin de la vie communautaire et culturelle, à l'augmentation de la délinquance et à l'aliénation d'une jeunesse privée de valeurs traditionnelles que rien de valable n'est venu remplacer.

Dans ce contexte, rien d'étonnant que les gens commencent à s'interroger sur la valeur ou la pertinence d'objectifs de développement calqués sur des modèles étrangers. Parce qu'ils ne constatent aucune amélioration sensible de leurs conditions de vie, ils témoignent de plus en plus de scepticisme à l'égard des politiques de développement de leurs propres gouvernements et commencent tout naturellement à rechercher des solutions de rechange. Il s'ensuit des troubles et bouleversements politiques, qui ne font que retarder un peu plus le développement.

Pour la plus grande partie de l'Asie, ce qu'il faut avant tout, c'est la volonté politique d'établir des structures propres à hâter la modernisation, économique sans pour autant sacrifier les valeurs socio-culturelles, et à accroître la productivité, tout en assurant une meilleure répartition de la richesse nationale. Peut-être conviendrait-il, à cet égard, de se remémorer les paroles de Bouddha: "Le devoir d'un chef, c'est de protéger son peuple. Il est le père de son peuple qu'il protège par ses lois... En vérité, son gouvernement demeure imparfait tant que son peuple ne vit pas en paix, car le peuple est le trésor de son pays." □

L'apprentissage par la pratique

par Jacques Amyot

Le CRDI a toujours considéré que les projets de recherche peuvent et doivent contribuer à la formation et que l'un des plus sûrs moyens d'apprendre à faire de la recherche est d'acquérir une expérience pratique sous une direction compétente.

La formule de "l'apprentissage par la pratique" s'applique de différentes façons dans divers projets de recherche financés par le CRDI. Quand l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée a entrepris, en 1974, une étude sur les mouvements migratoires entre la ville et la campagne, il n'existait sur place aucun spécialiste en mesure d'assumer la direction de cette recherche. Le personnel étranger de l'Université a donc fait appel à des étudiants d'écoles normales locales pour mener, sur le terrain, les entrevues et remplir les questionnaires.

L'expérience s'est révélée féconde. Elle a non seulement bénéficié directement à la recherche, mais en plus servi à former une équipe d'adjoints de recherche auxquels pourront avoir recours par la suite l'université et le gouvernement. Selon toute vraisemblance, les plus compétents d'entre eux entreront au service de ce dernier, étant donné le besoin pressant d'administrateurs, mais leur expérience en recherche ne pourra que les aider à s'acquitter efficacement de leurs responsabilités dans la fonction publique.

Il est toutefois plus courant en Asie de lier directement l'emploi de jeunes chercheurs dans le cadre d'un projet de recherche au développement de leur carrière en sciences sociales. Ce jeunes sont soit des étudiants inscrits dans une faculté de sciences sociales et travaillant sous la direction de maîtres qui les associent à leurs propres recherches, soit de nouveaux diplômés qui peuvent encore suivre des cours à temps partiel en vue de l'obtention d'un diplôme supérieur et qui se livrent à des recherches dans un institut spécialisé. Nombre d'entre eux occuperont plus tard des postes supérieurs dans l'enseignement et la recherche en sciences sociales.

Ainsi, une étude sur les systèmes de distribution des produits alimentaires dans les îles du Pacifique, entreprise par l'Université du Pacifique-Sud dans l'archipel des Fidji, a servi à établir le programme d'études supérieures de l'Université. En plus des nombreux étudiants qui travaillaient comme recenseurs à temps partiel, trois diplômés au niveau collégial ont été choisis pour se consacrer à plein temps à la recherche, et c'est à partir de ce projet que le programme de formation a été mis au point. Il a été pleinement intégré au programme universitaire menant à un diplôme.

Certains projets de recherche s'intéressent surtout à la formation; c'est le cas du Programme de formation en recherches sociales à Djakarta, de la faculté des sciences sociales de l'Université d'Indonésie. La clef de voûte en est un Comité consultatif formé de spécialistes indonésiens des sciences sociales qui déterminent l'orientation générale, sélectionnent le personnel et les stagiaires et assument la gestion du programme avec l'aide d'un secrétariat. Ce programme répond au besoin urgent de relever le niveau des sciences sociales en Indonésie. Le Comité espère qu'il aidera à découvrir de bons candidats au doctorat, et de fait les diplômés les plus prometteurs sollicitent des bourses pour mener à bien des études supérieures. Certains reviennent à leur Alma mater reprendre leurs fonctions, aussitôt leur cours terminé.

Conscients qu'il n'existait en Asie du Sud-Est aucun moyen pour pousser et encourager de nombreux jeunes spécialistes des sciences sociales à entreprendre des projets de recherche en démographie et à se perfectionner dans la recherche, le CRDI et la Fondation Ford ont, en 1973, établi conjointement le Programme de bourses de recherches démographiques en Asie du Sud-Est (SEAPRAP). Des efforts tout particuliers sont faits pour amener de jeunes chercheurs peu expérimentés à participer au programme, dont l'administration et la coordination relèvent d'un spécialiste asiatique des sciences sociales installé au bureau régional du CRDI pour l'Asie, à Singapour. Des experts chevronnés de la région prodiguent leurs conseils aux boursiers et un Comité du programme, composé de cinq autres spécialistes en sciences sociales du Sud-Est asiatique, détermine les objectifs, étudie les dossiers et choisit les candidatures susceptibles d'être retenues.

Ce n'est donc pas par hasard que l'un des critères de sélection des propositions de recherches soumises au CRDI est l'élément formation. Il s'agit de savoir si le projet prévoit la participation de jeunes chercheurs et se prête bien à leur perfectionnement professionnel. □

Jacques Amyot est chargé de la liaison à la Division des sciences sociales et des ressources humaines du CRDI, au Bureau régional de Singapour.